

1er mars. Lors du débat d'orientation budgétaire de l'agglomération Béziers-Méditerranée, trois taxes ont été évoquées :

- Une nouvelle taxe Gemapi (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) qui s'appliquera aux propriétaires,
- Une Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)
- Une surtaxe sur le prix de l'eau et l'assainissement.

Mais dans le journal dirigé par Robert Ménard en date du 1er mars, (et distribué gratuitement à 75000 exemplaires), le maire justifie ces taxes en accusant l'ancienne équipe dirigeante de l'Agglo, aujourd'hui dans l'opposition, d'avoir caché des chiffres pour les laisser à la charge de la nouvelle Agglo. La Une du journal montre un couple visiblement surpris d'adultère avec ce titre « l'ancienne Agglo prise sur le fait ».

Devant tant de manipulation, l'ancien président de l'Agglo, Frédéric Lacas (maire de Sérignan), Florence Taillade (présidente du collectif Ensemble pour le Biterrois) et Bernard Auriol (maire de Sauvian) ont organisé une conférence de presse afin de rétablir la vérité.

Florence Taillade a expliqué qu'elle était « *atterrée par le journal de Ménard. Sur la forme et sur le fond... Il oublie délibérément qu'il était en tant que vice-président, associé à toutes les décisions prises et qu'il a voté tous les budgets et comptes de l'agglomération.* ». Frédéric Lacas complète « *Comme son ami Robert Gély (vice-président chargé des finances dans l'ancienne équipe) qui est toujours en charge du budget...* ». Il y a pire. Sur la taxe Gemapi, Bernard Auriol (maire de Sauvian) précise « *J'avais abordé cette question en 2019 mais c'est Robert Ménard et Robert Gely qui avaient milité contre cette nouvelle taxe* » car « *c'était l'année qui précédait les élections municipales. Pourtant quand il y a une catastrophe, il faut bien anticiper ce genre de problème* ».

Pour les deux autres taxes, soit, elles ne pouvaient pas s'appliquer légalement sans connaître le coût réel du service ou le nouveau schéma directeur pour l'eau et l'assainissement. Pour conclure, Frédéric Lacas est lui aussi écœuré par ces propos. Il pense que Robert Ménard « *n'arrive pas à assumer le fait d'imposer des taxes à la population, alors pour se défaire, il essaie de faire porter sa responsabilité sur un tiers* ».

Bref, Robert Ménard a beau se plaindre, il est tout aussi responsable de la situation que ses prédécesseurs.

3 mars. Le décret de dissolution de Génération identitaire est paru au Journal Officiel. Il repose sur deux arguments principaux : « *un discours de haine incitant à la discrimination ou à la violence envers des individus en raison de leur origine, de leur race et de leur religion* » et « *par sa forme et son organisation militaires... le caractère d'une milice privée* ». Cela dit, le conseil des ministres a justifié sa décision en détaillant certains actes ou phrases que les lecteurs de ces « faits et méfaits de l'extrême droite » ont régulièrement entendus ici à Béziers. Cela commence par ces mots : « *L'acte fondateur de l'association s'inscrit dans l'occupation, en 2012, du chantier de la grande mosquée de Poitiers par plusieurs dizaines de militants se revendiquant de Charles Martel ou encore de la Reconquista* ». Nous rappellerons à ce sujet que Robert Ménard était président du comité de soutien aux membres de Génération identitaire poursuivis par la justice dans cette affaire. Ensuite le décret précise que « *l'association présente l'immigration et l'islam comme des menaces que les Français doivent combattre et entretient délibérément un amalgame insidieux entre, d'une part, les musulmans ou les immigrés et, d'autre part, la « racaille », les « assassins » ou les terroristes, en visant ainsi à attiser le ressentiment d'une partie de la population à l'encontre des étrangers ou des Français d'origine étrangère.* » Ou encore à « *vouloir entrer en guerre contre tous ceux qui veulent nous arracher nos racines et nous faire oublier qui nous sommes* ». Voilà le genre d'association que soutiennent le couple Ménard et toute l'extrême droite française. Il faut aussi rappeler que Brenton Tarrant, auteur de la tuerie de Christchurch en Nouvelle-Zélande, en 2019 (51 morts dans deux mosquées) était « *membre bienfaiteur* » de Génération identitaire.

5 mars. Dans le quartier de St Jean-de-Libron, les odeurs de la déchèterie étaient parfois

insupportables. Robert Ménard jugeait que cette décharge était *« une folie, un vrai scandale, mais que la situation changerait dès son arrivée aux affaires de l'Agglo »*.

Aussi, au cours d'une rencontre avec les habitants de ce quartier, Henri-Pierre Fabre, directeur de département déchèterie à l'agglomération de Béziers a expliqué que *« le centre d'enfouissement ne fonctionne toujours pas comme prévu notamment pour les déchets organiques qui, en fermentant, dégagent des biogaz nauséabonds. »* Robert Ménard a précisé que *« l'usine de Valorbi continuait à recevoir des milliers de tonnes de déchets venues d'autres communautés de communes et de plusieurs entreprises privées spécialisées dans le ramassage des ordures ! A un prix inférieur à ce que cela nous coûtait ! Et c'est le contribuable qui payait la différence... Nous sommes en train de renégocier tout cela. Dans tous les cas, l'Agglo ne veut plus payer. Traiter les déchets des autres, c'est fini, ils n'apportent plus rien ici. »* Du côté des riverains on notait une amélioration (à l'initiative de l'ancienne Agglo) mais *« les craintes par vent fort et de pluie sont toujours là »*. D'autres voudraient que la décharge disparaisse comme Robert Ménard l'avait revendiqué quand il n'était pas encore le président de l'Agglo *« Mais ça, ce n'est pas à l'ordre du jour »* a expliqué Robert Ménard ce jour-là... En effet, le site va continuer à recevoir les déchets jusqu'en 2029.

5 mars. La mairie de Béziers a annoncé, à la grande surprise des parents et des enseignants, l'installation d'un club de billard dans la grande salle d'activité de l'école élémentaire Jean-Jaurès, quartier de l'Iranget. C'est l'incompréhension assure Jean-Christophe Llanta, président de l'association de parents d'élèves. *« Cette salle sert énormément... en particulier par les élèves en situation de handicap »*. Même son de cloche pour Thérèse Blanc, directrice de l'établissement *« nous la retirer constituera forcément un manque puisqu'elle est très utilisée, pour les activités sportives, la danse ou le théâtre. »* De plus, cette décision entraînera également la suppression d'une douzaine de places de parking réservées au personnel. Face à cette levée de bouclier, la municipalité a expliqué tranquillement *« L'installation de l'association Béziers Billard Club est prévue pour septembre 2021 et nous espérons que ce partenariat avec une école de la ville permettra de faire découvrir le billard, sport méconnu, aux enfants de l'école. »* Et de poursuivre *« Ce type de partenariat existe depuis plusieurs années à Béziers avec la pétanque ou le rugby (ASBH) »* tout en précisant que *« la salle en question était très peu utilisée »*. Ce que dément formellement la directrice de l'école. Encore une fois, la mairie préfère imposer ses choix sans vraiment tenir compte des enseignants et parents.

6 mars. Une bonne nouvelle. La Coordination antifasciste Occitanie (CAO) regroupant plusieurs syndicats et associations, vient de se créer à Toulouse. Une charte, un tract et affiche sont en cours de rédaction.

9 mars. Selon L'Opinion, journal proche du MEDEF, Louis Aliot, Jean-Paul Garaud et Robert Ménard se sont rencontrés pour sceller les modalités de leur entente aux élections régionales et départementales... Pour ce journal *« Louis Aliot ouvre la voie à droite et Marine Le Pen l'emprunte convoitant à fond l'électorat des Républicains pour 2022 »*. Cela dit, selon deux sondages parus récemment sur les intentions de vote pour les Régionales en Occitanie, si dans tous les cas de figure, c'est Carole Delga (PS) qui arrive en tête au 1er tour avec 28% des voix, l'extrême droite obtiendrait avec la liste RN de Jean-Paul Garraud 26% (sans une liste concurrente de Robert Ménard). Pour le deuxième tour avec ou sans les écologistes, Carole Delga l'emporterait aussi facilement. Le journal précise tout de même que le maire de Béziers est connu par 67% des personnes sondés alors que Jean-Paul Garraud ne l'est que de 7%. En revanche au décompte des mauvaises opinions, Ménard arrive en tête avec 30%. Pour finir la journaliste pense que Robert Ménard devra se contenter de quelques cantons dans le département avec l'aide du RN.

10 mars. Depuis le 28 février, le service Culture de la Ville de Béziers a lancé une initiative *« La culture à Béziers s'invite chez vous »*. Chaque jour la page Facebook de la ville propose une petite

vidéo d'un artiste, d'une compagnie ou d'un extrait de spectacle. Alors que toute l'activité culturelle est à l'arrêt complet, l'idée est intéressante même si la culture à Béziers se résume souvent à la Lyre biterroise ou à Daniel Guichard. Cela dit, pour annoncer cette initiative, le service culture l'a illustrée de la photo d'une femme de dos, en débardeur et short assez moulant, ouvrant une fenêtre. Comme si la culture à Béziers avait besoin d'un attrait sexué pour être valorisée et ce, à quelques jours de la journée internationale des droits des femmes. En fait, le machisme « ménardien » très répandu dans le journal de la ville est toujours à l'œuvre.

13 mars. Contre la loi « Sécurité Globale », une manifestation de 2000 personnes, s'est déroulée à Montpellier et des rassemblements se sont tenus à Sète et à Béziers.

À Béziers les manifestants réclamaient en plus, la libération de Max.

Ce même samedi, il y a eu également à Béziers une manifestation du Colbac contre les corridas mais aussi un rassemblement de 200 forains sur les Allées Paul Riquet venus réclamer le pouvoir de travailler. Bien entendu, devant la fameuse Grande roue, « l'emblème du maire » qui tourne à vide, le couple Ménard est venu les soutenir, histoire de faire dans la récupération. Alors, galvanisé par ce soutien, Jean Dubois, patron de la fameuse Grande Roue et ami du maire, a appelé la municipalité à « *faire de Béziers, la capitale de la fête foraine* ».

15 mars. Le Midi libre publie un reportage sur les usines Seveso dans le département. Ainsi, on apprend que Béziers et Villeneuve-lès-Béziers concentrent trois usines classées « seuil haut » dans la zone du Capiscol. Mais pour les maires de ces deux villes « *Ces usines sont dans le paysage depuis si longtemps que dans l'inconscient collectif, les gens vivent avec* ». Et Robert Ménard de préciser « *Depuis que je suis maire jamais je n'ai vu des gens me faire part directement de leurs craintes. Et puis, il y a tellement de précautions prises que ça rassure les gens* ». Conclusion du journal régional « *Et donc tant qu'il n'y a rien...* »

15 mars. Le journal de propagande de Robert Ménard s'émerveille que le Centre universitaire Du Guesclin (antenne biterroise de l'université Paul Valéry de Montpellier) va s'agrandir et pouvoir, d'ici deux petites années, recevoir jusqu'à 400 étudiants supplémentaires. Pour le maire de Béziers « *ces étudiants supplémentaires dans la ville représentent plus de vie, plus de peps dans nos rues, de nouveaux consommateurs aussi, bref, une véritable émulation pour la plus ancienne cité du pays* ». Et d'annoncer dans la foulée que « *des travaux sont programmés pour 2022, 2023. Pour un coût global de 7,6 millions d'euros HT.* » Une récupération de plus car si l'Agglo a bien reconstruit l'IUT en le transférant du quai Port-Neuf au Champ de Mars, elle n'a pas participé à l'installation du Centre Du Guesclin financé par l'université avec l'aide de l'Etat et de la région.

Dans ce même numéro le journal réitère ces accusations contre le Midi Libre à propos d'un article sur la Villa Rey. Robert Ménard dénonce « *Une information fausse, diffusée sciemment* » car « *certaines journalistes de Midi Libre n'ont que faire de la réalité. Ils n'ouvrent pas les yeux, n'informent pas. Ils suggèrent, ils combattent, ils militent.* ».

Il s'en prend aussi aux gens du voyage... Suite à plusieurs interdictions d'une aire dédiée aux Gens de voyages et des occupations illégales le journal montre les dégradations avec photos à l'appui et explique sans même donner le point de vue des gens du voyage, que « *la remise en état coûtera, vous coûtera (l'argent ne tombe pas du ciel) au moins 100 000 euros* ». L'article se termine par cette phrase « *Vous avez dit ras-le-bol ?* ».

En fait, pour en savoir plus, il faut lire un article de Médiapart. Il nous apprend que sur l'aire de Béziers, une femme avait été hospitalisée en novembre dernier parce qu'elle avait le Covid, et c'est pour cette raison que les familles ont réclamé « *15 jours, un mois de plus, le temps qu'on guérisse* ». Or l'eau et l'électricité ont été coupées « *On les remettait, ils les coupaient, on les remettait, ils les recoupaient... On est restés 15 à 20 jours comme ça. Les enfants ont dû dormir dans la voiture chauffée.* »

16 mars. Mediapart a publié plusieurs articles dénonçant la présence de soldats affichant leurs sympathies néo-nazies sur les réseaux sociaux. Ces articles sont étayés, notamment, par des photos ou vidéos saisies dans certaines casernes. Une cinquantaine de cas ont été ainsi révélés. Et l'un d'eux est en poste dans l'Aveyron, à la 13e demi-brigade de légion étrangère, installée depuis 2016 sur le plateau du Larzac. La vidéo le montre avec un tee-shirt de la division SS Charlemagne en train de faire un salut hitlérien. Ce même militaire s'en prend également à l'artiste Bilal Hassani par les mots « *Zyklon B sa mère* », en référence au gaz utilisé par les nazis dans les camps de concentration pour exterminer plusieurs millions de juifs. Hervé Grandjean, porte-parole du ministère des Armées, assure que cette situation ne concernerait que « *quelques cas isolés, des dérives individuelles sur un total de 210 000 militaires... mais qu'une enquête interne a été lancée* ». Enfin, Le colonel Aubry, responsable de la Légion étrangère au Larzac, qui a incontestablement reconnu le lieu explique « *Je ne veux incriminer personne à ce stade. Je l'ai appris par voie de presse comme tout le monde hier soir. C'est choquant et consternant* » a-t-il indiqué. Depuis ce légionnaire a été exclu de l'armée. Cela dit dans le journal du Biterrois paru le 1er mars, il y a une pub pour cette même Légion étrangère, accompagnée d'une photo de ce colonel qui nous montre du doigt pour savoir s'y on « *est tenté par la Légion* ». Dans ce numéro, il nous explique « *Tout le monde peut venir rejoindre notre réserve opérationnelle, de 17 à 40 ans, avec ou sans expérience militaire* » et il ajoute « *Peu importe si vous avez ou non des diplômes, peu importe votre race ou nationalité. Il faut juste avoir le désir de servir la France.* » Visiblement ce colonel a des conceptions plutôt raciales de l'espèce humaine, d'ailleurs il précise « *Nous sommes en contact régulier avec le maire de Béziers qui nous a déjà rendu visite à la base. Il aime notre façon d'intégrer et même d'assimiler des gens venus des quatre coins du monde !* ». Cette façon très encadrée, très militaire, très fascisante doit plaire visiblement au maire de Béziers.

17 mars. La députée Emmanuelle Ménard a écrit à la ministre Roselyne Bachelot pour se plaindre de la disparition des chiffres romains dans les musées au prétexte qu'un nombre grandissant de visiteurs ne sait plus lire la numérotation antique. En ligne de mire le Louvre et surtout le musée Carnavalet. Pour elle, il s'agit d'une destruction et d'un nivellement par le bas. « *Ces chiffres font partie de notre héritage, et parce que nos racines ont un sens, ces chiffres doivent être protégés. Notre culture, notre patrimoine ne peuvent être sacrifiés, amoindris, simplifiés au prétexte d'attirer plus de personnes* » écrit-elle.

Deux jours plus tard, un billet de la cheffe d'agence du Midi libre, lui répond en précisant que ces chiffres sont toujours enseignés en primaires et dans les collèges et « *il est certain, au vu des critiques qui s'abattent sur elle, que Roselyne Bachelot, a du temps à consacrer aux chiffres romains... Tout comme la députée de Béziers* ». Évidemment cela n'a pas plus à la députée qui lui a répondu, via les réseaux sociaux en reprochant au Midi libre de ne jamais parler de son travail de députée, alors que pour d'autres les colonnes du journal sont grandes ouvertes. Le surlendemain, nouveau billet d'humeur de la même cheffe d'agence : elle raconte que devant la cathédrale dans sa Lozère natale « *nombre d'enfants et de visiteurs parlent de Urbain Vé pour Urbain V* ». Et elle rassure la députée que les chiffres romains n'ont pas disparus du musée Carnavalet « *pour rendre ses parcours encore plus accessibles, le musée fera côtoyer les deux systèmes de numération et que cela n'entache en rien la culture française* »

19 mars. Un rassemblement organisé par le Mouvement de la Paix s'est tenu devant la rue du Commandant Hélie Denoix de Saint Marc « *pour un retour au nom d'origine de la rue du 19 mars 1962* ». En effet en 2015, Robert Ménard a débaptisé cette rue (date du cessez-le-feu en Algérie) pour lui donner le nom de cet officier putschiste. Celui que le maire de Béziers considère comme une « *héros français* » était directeur de cabinet du général Massu (le tortionnaire de la bataille d'Alger) avant d'avoir occupé, à la tête du 1er Régiment Étranger de Parachutistes, divers points stratégiques de la ville d'Alger dans une tentative de renverser le gouvernement de la France en avril 1961. Cette année la pose symbolique d'une plaque en carton « *Rue du 19 mars 1962* » s'est déroulée

tranquillement devant une vingtaine de personnes jusqu'au moment où la police municipale est arrivée. Ces fonctionnaires, dont certains n'hésitaient pas à chercher le contact physique, ont prétendu que le rassemblement était interdit (alors qu'il était déclaré à la sous-préfecture) ou que la distanciation physique n'était pas respectée. Un cameraman a été empêché de travailler : un policier s'est placé délibérément devant son objectif.

Heureusement au bout de quelques minutes la police du maire est partie, Quelques militants ont alors pris la parole en revenant sur le rapport de Benjamin Stora qui malgré certaines critiques, lève la chape de plomb qui recouvrait jusqu'ici ce pan de notre histoire. D'autres se sont souvenus de la peur des familles de voir partir leurs enfants pour faire le service militaire là-bas ou encore du soulagement des appelés du contingent en apprenant la signature du cesse-le feu. Enfin Raymond, enfant en Algérie en 1955, s'est souvenu de cet officier français menaçant son père instituteur de gauche « *de lui faire creuser sa propre tombe !* ». Signalons que la mairie de Béziers a mis ses drapeaux en berne car pour elle, le 19 mars est une trahison. En revanche Bertrand Gelly (maire de Corneilhan et soutien de Robert Ménard à l'Agglo) a participé à une cérémonie pour commémorer ce cessez-le-feu.

19 mars. Un article du journal *la Pieuvre du Midi* sur les places de la ville construites par la mairie depuis l'élection de Robert Ménard : « *Dans une ville, une place est un lieu essentiel d'échanges, de rencontres, de passage...* » Mais à Béziers « *elles sont souvent dans le même esprit : revêtement très minéral, pas de banc (bien sûr), au mieux deux ou trois chaises scellées dans le sol mais vite enlevées selon l'humeur du maire et une fontaine centrale dont la margelle sert de siège de fortune aux passants. Quelques arbres rachitiques remplacent les anciens qui procuraient par leur feuillage, l'ombre et la fraîcheur... le tout renvoie un sentiment d'abandon, de désertification...* » Conclusion du journal : « *Le maire s'entête à embellir « sa » ville, en excluant les habitants.* »

21 mars Les extrémistes ultra violents de la Ligue du Midi ont organisé une conférence en vue de s'implanter à Narbonne. Richard Roudier et son fils Olivier avaient fait le déplacement pour l'occasion. A noter que dans l'assistance, on trouvait Nicole Mina, Conseillère régionale RN de l'Occitanie et ancienne élue de Marsillargues dans l'Hérault. Finalement les liens entre l'extrême droite parlementaire qui se veut respectable et les plus violents des activistes sont toujours bien réels... D'ailleurs, selon leur presse « *L'assistance a pu se délecter des diapositives de l'attaque du local du RAIH (Réseau Accueil Insertion Migrants de l'Hérault)* ».

22 mars. A l'appel du Collectif du 22 mars, ni oubli, ni pardon, une centaine de personnes se sont rassemblées devant la faculté de droit de Montpellier afin d'apporter un soutien aux étudiants agressés par un commando d'extrême droite le soir du 22 mars 2018. L'avocat des parties civiles a rappelé que « *7 personnes seront jugées mais en regardant toutes les images on a le sentiment qu'il y en avait plus* ». A noter que l'un des principaux inculpés, le professeur Jean-Luc Coronel de Boissezon est aujourd'hui enseignant à l'ISSEO, l'école de Marion Maréchal.

23 mars. Un hommage a été rendu à Trèbes dans l'Aude, aux 4 victimes des attentats terroristes de Trèbes et de Carcassonne de 2018. À Béziers, le lendemain, le maire et le sous-préfet de Béziers ont rendu hommage au seul colonel Arnaud Beltrame. Pourquoi l'oubli des trois autres victimes ? Peut-être que la fascination pour la gendarmerie explique cela ?

24 mars. Au tribunal de Béziers se tenait le procès intenté par la SPA pour interdire les corridas au nom d'une loi contre la souffrance animale. Selon un avocat des amoureux de la tauromachie « *l'animal souffre plus en Alaska ou en Bourgogne que chez les Basques ou les Biterrois. Pourquoi ? Au nom de la tradition.* » (sic !). Robert Ménard et une centaine de manifestants pro-corridas ont fait face à une dizaine de membres du Comité de liaison biterrois pour l'abolition des corridas (Colbac). Selon un sondage, 73% des français sont contre les corridas et ils sont encore plus nombreux à se prononcer pour l'interdiction d'assister à ces spectacles pour les mineurs.

25 mars. Après l'attaque par un commando d'extrême droite contre la librairie la Plume Noire à Lyon le 20 mars dernier, c'est en pleine séance plénière du Conseil régional d'Occitanie à Toulouse, que plusieurs militants de l'extrême droite royaliste, Action Française, vêtus de noir et cagoulés, se sont introduits dans l'hémicycle, en agressant des agents de sécurité et en criant « *A mort les islamo-gauchistes !* ». Deux personnes ont été interpellées et une banderole a été abandonnée sur place sur laquelle était inscrit : « *Islamo-gauchistes : traîtres à la France* ». Comme les bâtiments du Conseil de Région sont surveillés, on pense que les individus sont entrés par le parking véhicule et auraient bénéficié de complicités. D'après le porte-parole du mouvement monarchiste, c'était pour « *dénoncer le financement de la grande mosquée de Toulouse, tenue par un islamiste, et le financement de SOS Méditerranée, un organisme de passeurs de migrants déguisé en organisation humanitaire.* » Pour la Ligue du midi, il s'agit de « *combattants de notre survie. Nous avons défendu Génération Identitaire, pourquoi accabler Action Française ? Les réactions des élus gauchistes et gauchocompatibles nous démontrent par ailleurs le bienfondé de cette intervention, qui a d'évidence déstabilisé les rouges-verts peu habitués à subir ce qu'ils infligent aux autres. C'est en soi une petite victoire qui peut en amener d'autres* » ... La menace est à peine voilée. En revanche, le syndicat Solidaires Sud Collectivité territoriale de l'Occitanie a souligné à juste titre « *Ces images de militants de l'Action Française dans un hémicycle régional ne sont pas sans nous rappeler celles des membres du commando de la Ligue du Midi dans l'amphithéâtre de la Faculté de Droit de Montpellier il y a tout juste 3 ans, quasi jour pour jour* ». Il faut dire que le lendemain, des étudiants du même mouvement royaliste ont accroché, une banderole et allumé des fumigènes sur une coursive extérieure de l'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg, là aussi pour protester contre l'islamisme. Ils avaient déjà agressé, quelques jours plus tôt, des militants du syndicat Solidaires de cette ville. En agissant ainsi, l'extrême droite montre une nouvelle fois son vrai visage : action violente et volonté de bâillonner la démocratie. Évidemment, le Rassemblement National et Robert Ménard ont dénoncé cet acte mais force est de constater que c'est eux qui alimentent par leurs discours le rejet des populations musulmanes et la haine de la démocratie.

26 mars. Un ancien appelé de la guerre d'Algérie évoque sur son blog le drame de la rue d'Isly à Alger le 26 mars 1962, peu de temps après les accords d'Évian. Il écrit « *On aurait dû se réjouir de l'issue d'une situation devenue insupportable ... Mais c'était sans compter sur l'OAS, organisation terroriste qui avait développé l'idée qu'il fallait maintenir l'Algérie française, et poursuivre la guerre* ». Ils avaient appelé la population à « *manifester, bravant l'interdiction. Et ce fut le carnage face aux tirs d'un régiment de tirailleurs algériens. On enregistra des dizaines de morts et un nombre sans doute plus grand de blessés. On peut avoir une pensée émue pour ces pauvres gens qui se sont laissés entraîner par un mot d'ordre irresponsable* ». Et l'ancien appelé en Algérie termine son texte ainsi « *À Béziers comme chaque année, un rassemblement a lieu devant une stèle qui rend hommage à quatre assassins de l'OAS, condamnés à mort par la justice et exécutés pour leurs crimes. L'un d'eux Bastien-Thiry avait attenté à la vie du chef de l'État ! Ainsi va l'exploitation d'un drame.* »

26 mars. A Perpignan, une conférence de presse a annoncé la création officielle d'un VISA 66 dans les Pyrénées-Orientales. Il est composé de 5 structures syndicales : CGT, Solidaires, FSU, la confédération paysanne et la CNT. En plus de l'élection de Louis Aliot à la tête de la ville, VISA 66 a alerté sur les dangers de l'extrême droite « *Ces temps-ci, on voit des affiches de l'Action française fleurir les murs de Perpignan. Il y a aussi des identitaires... Mais le pire, c'est la progression des idées d'extrême droite dans le monde du travail... Beaucoup de gens disent : "on a essayé la droite et la gauche ils sont pareils." Mais on a également essayé le fascisme. De nombreux habitants du département sont d'ailleurs des descendants de réfugiés espagnols qui l'ont fui.* ». En préparation également, une riposte au congrès national du RN les 3 et 4 juillet prochain « *pour montrer qu'il y a une opposition en face* »

27 mars. Comme annoncé lors du débat d'orientation budgétaire les trois taxes ont été votées au Conseil communautaire (Agglo) par la majorité des maires (pro-Ménard). Dans ce budget principal, le fonctionnement représente 112,3 Millions d'Euros et les investissements 48,8 Millions d'Euros. Le vice-président aux finances, Bernard Gély, note une baisse des dépenses de fonctionnement avec moins d'externalisation et de communication, une baisse des subventions à l'aéroport et à l'office de tourisme (tiens, tiens). Mais les frais de personnels augmentent de 400 000 Euros pour s'établir à 27 Millions d'Euros. À noter que les maires de Bassan, Espondeilhan et Coulobres, pourtant membres du groupe d'opposition, ont voté pour ce budget.

28 mars. Dans un article intitulé « *Qui sont les jeunes fascistes locaux ?* », le journal informatique Le Poing de Montpellier explique « *Quelques étudiants montpelliérains ont monté en mai 2020 leur propre groupe, nommé « Jeunesse Saint-Roch » en référence au saint-patron de Montpellier* ». Ce groupe, largement contesté, de plusieurs individus « *ayant tournés autour de la Ligue de Midi, des royalistes de l'Action française et autres groupuscules nazillons, est composé de deux jeunes de Castelnau-le-Lez, étudiant à l'université Paul-Valéry, ainsi que d'un ex-skin néonazi et de quelques étudiants issus de la haute-bourgeoisie biterroise* ». « *Les références des membres de la « Jeunesse Saint-Roch » témoignent d'un affligeant mélange de référence au nazisme et au royalisme, d'une pseudo-spiritualité « catho tradi » et païenne, de postures hooligans antisystèmes et de discours pro-police. Cette petite bande a collé dans les rues de Montpellier, trois jours après le meurtre de Samuel Paty, des messages accusant les professeurs d'être complices de l'islamisme...* ». Enfin l'article explique que « *Ce groupe utilise un label « south face » employé aussi par des militants fascistes de Nîmes, d'Avignon et de la région* ».

28 mars. Le journal *La Pieuvre du midi* révèle quelques idées et méthodes de Robert Ménard sur les réseaux sociaux. Par exemple, sur la page Facebook de la ville, on a une idée très « réac » pour parler des 150 ans de la commune de Paris : « *Alors que la France vaincue par l'Allemagne tente de panser ses plaies, un gouvernement d'extrême gauche installe un pouvoir socialiste dans la capitale. Le drapeau rouge est adopté. La Commune se pense comme une « République universelle » et ouvre donc sa citoyenneté aux étrangers. Elle sépare l'église de l'État et imagine l'école laïque. L'expérience dure jusqu'au 28 mai 1871, jour où les « Versaillais » écrasent les derniers communards...* ». Commentaire du journal : « *la naturalisation des étrangers, l'école laïque, la séparation des églises et l'État... Inutile de préciser que rien dans l'Œuvre de la Commune ne peut convenir à l'actuelle majorité municipale* ». Ensuite sur la page Facebook de l'Agglo qui rend compte de toutes les visites de Robert Ménard aux autres maires, on apprend qu'il est venu à Sérignan dont le maire Frédéric Lacas est l'ancien président de l'agglomération. Mais, explique le journal « *... pas plus le photographe de l'agglomération que le rédacteur de l'article ne l'aperçoivent, pourtant le maire de cette ville était bien présent. Ce n'est que sur la page Facebook de Sérignan qu'on le retrouve* ». Dire que Robert Ménard défendait la presse et critiquait le Midi libre comme étant un journal Nord-Coréen. Très « petit » comme attitude mais aussi révélateur d'un état d'esprit.